



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-364/11

**Mostafa Abed El Karem El Kott e.a.
contre
Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal**

[demande de décision préjudicielle, introduite par la Fővárosi Bíróság (Hongrie)]

«Directive 2004/83/CE — Normes minimales relatives aux conditions d’octroi du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire — Apatrides d’origine palestinienne ayant effectivement eu recours à l’assistance de l’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) — Droit de ces apatrides à la reconnaissance du statut de réfugié sur le fondement de l’article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive 2004/83 — Conditions d’application — Cessation de ladite assistance de la part de l’UNRWA ‘pour quelque raison que ce soit’ — Preuve — Conséquences pour les intéressés sollicitant l’octroi du statut de réfugié — Droit de pouvoir ‘ipso facto se prévaloir de [cette] directive’ — Reconnaissance de plein droit de la qualité de ‘réfugié’ au sens de l’article 2, sous c), de la même directive et octroi du statut de réfugié conformément à l’article 13 de celle-ci»

Sommaire – Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 décembre 2012

1. *Contrôles aux frontières, asile et immigration — Politique d’asile — Statut de réfugié ou statut conféré par la protection subsidiaire — Directive 2004/83 — Conditions d’octroi du statut de réfugié — Personne bénéficiant d’une protection ou d’une assistance d’une institution des Nations unies autre que le Haut-Commissariat pour les réfugiés — Exclusion du statut de réfugié — Cessation de ladite assistance — Application de la directive — Conditions*

[Directive du Conseil 2004/83, art. 12, § 1, a), première et seconde phrases]

2. *Contrôles aux frontières, asile et immigration — Politique d’asile — Statut de réfugié ou statut conféré par la protection subsidiaire — Directive 2004/83 — Conditions d’octroi du statut de réfugié — Personne bénéficiant d’une protection ou d’une assistance d’une institution des Nations unies autre que le Haut-Commissariat pour les réfugiés — Exclusion du statut de réfugié — Cessation de ladite assistance — Reconnaissance de ce statut — Conditions*

[Directive du Conseil 2004/83, art. 12, § 1, a), seconde phrase]

1. Il convient d’interpréter l’article 12, paragraphe 1, sous a), première phrase, de la directive 2004/83, concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d’autres raisons, ont besoin d’une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, en ce sens que relèvent de la cause d’exclusion du statut de réfugié prévue à cette disposition non seulement les personnes qui ont actuellement recours à l’assistance fournie par un organisme ou une

institution des Nations unies, mais également celles qui ont eu effectivement recours à cette assistance peu de temps avant la présentation d'une demande d'asile dans un État membre, pour autant toutefois que cette assistance n'a pas cessé au sens de la seconde phrase du même paragraphe 1, sous a).

Selon cette dernière disposition, la cessation de la protection ou de l'assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés «pour quelque raison que ce soit», laquelle permet aux personnes concernées de se prévaloir ipso facto de la directive 2004/83, vise notamment la situation d'une personne qui, après avoir effectivement eu recours à cette protection ou à cette assistance, cesse d'en bénéficier pour une raison échappant à son propre contrôle et indépendante de sa volonté. En effet, il résulte des termes «si cette protection ou cette assistance cesse» introduisant la seconde phrase de l'article 12, paragraphe 1, sous a), de la directive 2004/83 que c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'organisme ou l'institution des Nations unies et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer. Certes, une simple absence de la zone d'opération de cet organisme ou de cette institution ou la décision volontaire de la quitter ne saurait être qualifiée de cessation de l'assistance. En revanche, lorsque ladite décision est motivée par des contraintes indépendantes de la volonté de la personne concernée, une telle situation peut conduire à la constatation selon laquelle l'assistance dont cette personne bénéficiait a cessé au sens de l'article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive 2004/83.

Il appartient aux autorités nationales compétentes de l'État membre responsable de l'examen de la demande d'asile présentée par une telle personne de vérifier, sur la base d'une évaluation individuelle de la demande, que cette personne a été contrainte de quitter ladite zone, ce qui est le cas lorsqu'elle se trouvait dans un état personnel d'insécurité grave et que l'organisme ou l'institution concerné était dans l'impossibilité de lui assurer, dans cette zone, des conditions de vie conformes à la mission incombant audit organisme ou à ladite institution.

(cf. points 52, 57, 59, 61, 63-65, disp. 1)

2. L'article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive 2004/83, concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, doit être interprété en ce sens que, lorsque les autorités compétentes de l'État membre responsable de l'examen de la demande d'asile ont établi que la condition relative à la cessation de la protection ou de l'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est remplie en ce qui concerne le demandeur, le fait de pouvoir ipso facto «se prévaloir de cette directive» implique la reconnaissance, par cet État membre, de la qualité de réfugié au sens de l'article 2, sous c), de cette directive et l'octroi de plein droit du statut de réfugié à ce demandeur, pour autant toutefois que ce dernier ne relève pas de l'une ou l'autre des causes d'exclusion énoncées aux paragraphes 1, sous b), ou 2 et 3, de cet article 12.

En effet, les termes «pourront ipso facto se prévaloir de cette directive» figurant à l'article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive doivent être interprétés en conformité avec l'article 1^{er}, section D, second alinéa, de la convention de Genève, à savoir comme permettant aux personnes concernées de bénéficier de «plein droit» du régime de cette convention et des «avantages» conférés par celle-ci. Dès lors, le droit résultant du fait que l'assistance de l'UNRWA cesse et que la cause d'exclusion prend fin ne saurait se limiter à la seule possibilité, pour la personne concernée, de solliciter le statut de réfugié sur le fondement de l'article 2, sous c), de la directive 2004/83, cette option étant déjà ouverte pour tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride se trouvant sur le territoire de l'un des États membres. Toutefois, le fait de pouvoir se prévaloir ipso facto de ladite directive au sens de son article 12, paragraphe 1, sous a), n'entraîne pas un droit inconditionnel de se voir reconnaître le statut de réfugié. Ainsi, certes, la personne qui est en droit de se prévaloir ipso facto de la directive 2004/83 ne doit pas nécessairement démontrer qu'elle craint d'être persécutée au sens

de l'article 2, sous c), de celle-ci, mais elle doit cependant présenter une demande visant à obtenir le statut de réfugié qui doit être examinée par les autorités compétentes de l'État membre responsable. Dans le cadre de cet examen, ces dernières doivent vérifier non seulement que le demandeur s'est effectivement réclamé de l'assistance de l'UNRWA et que cette assistance a cessé, mais également que ce demandeur ne relève pas de l'une ou l'autre des causes d'exclusion énoncées à l'article 12, paragraphes 1, sous b), ou 2 et 3, de la même directive.

(cf. points 71, 72, 75, 76, 81, disp. 2)